

# *En Direct*

avec les  
**Conseillers Départementaux  
Communistes et Républicains  
Front de Gauche de Seine-Maritime**

**Version de synthèse**

**24 novembre 2017**

## **Les élus du groupe au Département :**

- **Stéphane BARRE**, Conseiller départemental du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray, Maire de Oissel, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray
- **Alban BRUNEAU**, Conseiller départemental du canton du Havre III, Maire de Gonfreville l'Orcher
- **Sophie HERVÉ**, Conseillère départementale du canton du Havre III

---

Le Conseil départemental du 22 novembre s'est ouvert sur le rapport annuel relatif à la situation du Département en matière de développement durable. Une occasion, pour Alban Bruneau, de rappeler que *« le développement durable ne doit pas être un simple volet de notre politique, mais devenir la matrice de toutes nos réflexions »*, avant de réclamer des moyens adaptés aux enjeux, exemples à l'appui.

Mais cette séance fut surtout consacrée aux orientations budgétaires pour 2018. Un débat durant lequel les élus communistes du Front de Gauche ont demandé que *« les seinomarins ne soient plus la variable d'ajustement »*, pour équilibrer *« un budget qui consacre par ailleurs chaque année 20 millions pour rembourser les banques plus vite que la musique »*. Stéphane Barré appelant le Président *« à reconsidérer à la baisse les sommes mobilisées à cet effet, pour allouer à tous les secteurs qui le nécessitent, action sociale et éducation en tête, les moyens de répondre aux demandes et aux besoins exprimés par nos concitoyens »*. Il en a conclu que *« l'urgence sociale est surement plus importante à traiter que l'urgence à rembourser les banques »*.

Au cours de cette séance ont également été débattus le bilan et les orientations du Département en faveur de l'égalité femmes-hommes, soutenus par le groupe, ou encore le retrait de la Région de la gestion de la base de loisirs de Jumièges, qualifié par Séverine Botte d'*« aberrante et absurde venant de la collectivité chef de file de la compétence touristique »*, avant de *« souhaiter que le Président de Région s'occupe de nos joyaux plutôt que de vouloir mettre la main sur nos ports nationaux ! »*.

Le bilan très positif de l'action des conseillers à l'emploi intervenant auprès des bénéficiaires du RSA, a quant à lui permis à Sophie Hervé de *« mettre les choses au point sur les prétendus assistés du système, argument avancé par certains pour exiger que tous les demandeurs d'emplois soit placés sous liberté surveillée, alors qu'à l'autre bout de la cordée, les privilégiés se gavent de richesses »*. Et elle a souhaité revenir sur le mauvais sort réservé par le gouvernement aux contrats aidés. Une intervention qui a fait réagir le Vice-Président rapporteur qui s'est alors pris les pieds dans le tapis en dénonçant ces contrats qualifiés *« de subventions déguisées »* et invitant leurs défenseurs *« à aller en bénéficiaire »* pour se rendre compte, sous-entendu de leur inefficacité pour lutter contre le chômage... Sauf que le rapport qu'il venait de présenter démontrait le contraire...

Enfin, concernant le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle, dotation de l'Etat à destination des communes les plus pauvres et se trouvant sous le coup d'une double amputation pratiquée par l'ancien gouvernement et l'actuel, Stéphane Barré a déploré ce mauvais coup pour les communes, avant de soutenir les nouveaux critères de répartition de ce fonds en Seine-Maritime, proposés par le groupe de travail constitué au sein de la collectivité : *« Le résultat de cette concertation demeurant un compromis acceptable entre le pire qui aurait consisté à ne rien faire et l'idéal qui aurait consisté à nous écouter entièrement »*. Car si, comme le groupe l'avait souhaité, le critère du revenu par habitant a bien été pris en compte dans les nouvelles répartitions, celui du nombre de logements sociaux par commune n'a été soutenu en revanche... que par les élus communistes.

---

**Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions  
des élus communistes et républicains du Front de Gauche au Département sur leur blog :  
« [departement.elus76.com](http://departement.elus76.com) »**

## Rapport sur la situation du Département en matière de développement durable

Le bilan des politiques publiques du Département en matière de développement durable a donné lieu à une présentation détaillée par la Vice-Présidente Cécile Sineau-Patry. Puis, Alban Bruneau a rappelé que « **le développement durable ne doit pas être un simple volet de notre politique, mais doit devenir la matrice de toutes nos réflexions** ».

Or, pour le groupe communiste du Front de Gauche « *au regard des enjeux, nous restons sur notre faim. Certes les idées sont bonnes et nombreuses, mais nous manquons encore d'ambition. **Tout l'objet de notre politique est donc d'intégrer le développement durable dans l'ensemble de nos actions afin de les rendre plus efficaces, mais également pour préserver l'avenir de notre planète*** ».

Pour les élus communistes du Front de Gauche, cela passe donc par des moyens à la hauteur des enjeux « **surtout dans un contexte social particulièrement dégradé** ». Ainsi, Alban Bruneau a souligné que « *les ménages bénéficiaires des aides sociales et des politiques d'autonomie des personnes sont souvent ceux les plus en proie aux problématiques découlant du développement durable, que ce soit en matière d'alimentation, de performances énergétiques des logements ou encore de mobilité* ».

Concernant le domaine agricole, il s'est félicité que « **l'humain ait été replacé au coeur des actions ainsi que le lien de proximité avec la profession agricole** » et proposé l'adhésion « *à l'association Un Plus Bio, réseau de collectivités souhaitant développer une restauration collective biologique avec des produits locaux* ».

Enfin, Alban Bruneau a tenu à saluer l'action du Département en faveur des modes doux de transport et d'infrastructures vertes. Ainsi il a relevé que « *les retombées de l'Avenue Verte ont déjà dépassées l'investissement de 9 millions après seulement 13 années* », ainsi que dans le domaine du sport santé.

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes dans la collectivité départementale

Présenté par la Vice-Présidente Nathalie Lecordier, ce rapport a mis en évidence les actions conduites et à conduire par le Département en faveur de l'égalité femmes-hommes au sein de la collectivité, mais également à partir de la collectivité, notamment dans le secteur des collèges, via le CRED, du sport et de la culture.

Séverine Botte a tenu à saluer ce rapport « *qui propose des avancées concrètes en matière d'égalité femmes hommes, en ne se contentant pas des bilans* ». Par contre, elle a de nouveau rappelé que l'affirmation de vouloir « **protéger le droit des femmes à s'informer sur l'IVG ne suffit pas, nous souhaitons que soit rappelé notre volonté de protéger le droit des femmes à s'informer et à accéder à l'IVG** ».

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## Retrait de la Région Normandie du syndicat mixte de la base de Jumièges-le-Mesnil

Le retrait de la Région de la gestion de la base de Jumièges, et ses conséquences pour le Département, ont été soumis au débat, à l'initiative du groupe communiste du Front de Gauche.

Une intervention de Séverine Botte pour tout d'abord « *rappeler **notre attachement à cette base de loisirs...** mais également à son mode de gestion, préservant l'esprit et donc l'accessibilité de cette base, pour tous* ».

Après avoir mis en garde contre « *une tentation nocive qui consisterait à privatiser cette gestion* », c'est la position prise par la Région qu'elle a souhaité condamner. **Une décision « aberrante et absurde »** venant « *du chef de file en matière de compétence touristique de par la loi NOTRE* ».

Plus globalement, Séverine Botte a souligné qu'« *à chaque Conseil, nous notons l'absence d'engagement de la Région ou son désengagement. Lors de notre dernière séance, nous avons regretté qu'elle ne s'investisse pas à la direction du futur Grand Site d'Etretat. Et elle se refuse toujours d'intégrer le syndicat mixte Transmanche* ».

En conclusion Séverine Botte a estimé « *que **la Région, championne du tourisme, ferait mieux de s'occuper de nos joyaux plutôt que de vouloir mettre la main sur nos ports nationaux*** ».

Une délibération finalement adoptée par l'ensemble des groupes à l'exception du groupe socialiste.

## **Modification des critères de répartition aux communes défavorisées de la Dotation de garantie de reversement du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle 2017**

Le Vice-Président Denis Merville, très critique à l'égard des logiques gouvernementales de diminution de ce fonds à répartir entre les communes les plus défavorisées, a proposé, au nom du groupe de travail mis en place au sein du Département, de nouveaux critères de répartition de cette enveloppe en Seine-Maritime. Il a tenu à rappeler que ce dispositif, qui est en fait une dotation de l'Etat, « *est aujourd'hui menacé* ».

Stéphane Barré, pour le groupe communiste du Front de Gauche, a « *constaté comment les gouvernements successifs se rejoignent pour continuer et contribuer à affaiblir le financement des collectivités* ».

Concernant la gestion des conséquences de ces baisses du fonds départemental pour les communes de notre département, Stéphane Barré a tenu « *à souligner l'initiative prise pour travailler ensemble sur les critères de répartition de ce fonds pour rendre cette répartition et la baisse du crédit global, le plus juste possible* ».

Considérant, en conclusion, que « **le résultat de cette concertation demeurant un compromis acceptable entre le pire qui aurait consisté à ne rien faire et l'idéal qui aurait consisté à nous écouter entièrement, nous voterons cette proposition** ».

Les élus socialistes se sont abstenus lors du vote. Le groupe des indépendants l'a voté « *des deux mains* ».

## **Bilan 2016 du Conseiller emploi**

Le Vice-Président Jean-François Bures a présenté le bilan exhaustif des conseillers emploi du Département qui interviennent auprès des allocataires du RSA dans leur recherche d'un emploi.

Un bilan salué par Sophie Hervé au nom du groupe : « *Nous tenons à marquer notre soutien à ce dispositif et à saluer l'action opiniâtre conduite par le service emploi et ses agents, dans le but d'accompagner le retour à l'emploi des allocataires du RSA. Plus de mille bénéficiaires sont sortis du RSA grâce à cette action depuis 2012* ».

Pour, Sophie Hervé « *les éléments statistiques repris ici, illustrent de nouveau comme d'ailleurs toutes les enquêtes sérieuses le démontrent, que nous sommes bien éloignés des clichés véhiculés à souhait dans certains milieux qui ne connaissent ni la faim, ni les stigmates du chômage* ». Et de poursuivre sur sa lancée : « **Il est de bon ton chez certains de fustiger les demandeurs d'emploi ou les prétendus assistés du système, au point de vouloir les soumettre à une véritable liberté surveillée, pendant qu'à l'autre bout de la cordée, les privilégiés se gavent de richesses** ».

Sophie Hervé a conclu concernant la situation des contrats aidés : « *Ces contrats ne sont pas la panacée mais nous observons de nouveau qu'ils figurent parmi les outils utilisés et donc utiles pour favoriser le retour à l'emploi. Retirer cet outil sans rien proposer à la place, dans une période de chômage de masse, est une faute grave aux conséquences lourdes* ».

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## **Débat d'orientation budgétaire 2018**

Le Vice-Président Denis Merville a exposé le contexte dans lequel s'inscrivent les orientations budgétaires du Département pour l'année 2018, avant de rappeler que la construction du prochain budget serait guidée par « *la recherche permanente d'économies et d'optimisation de nos moyens* »...

**Une présentation et un rapport d'orientation qui ont fait longuement réagir les élus communistes du Front de Gauche sur la forme, pour ironiser, comme sur le fonds, pour appeler avec gravité, à un changement de cap urgent.**

Le groupe communiste du Front de Gauche : « **reste sur sa faim. La soupe est fade. Car il manque un aspect essentiel à ce rapport d'orientation budgétaire : ce sont vos orientations budgétaires !...** ».

Puis Stéphane Barré est passé aux objectifs du futur budget : « **Etre utile et reconnu comme tel, parce que nous sommes capables d'agir, de peser sur le cours des choses en faveur du peuple, dans toute sa diversité, voilà ce qui, en Démocratie, fera toujours la différence** ».

Et Stéphane Barré a alors interpellé ses collègues : « **Ce patrimoine qui a permis de sauver une première fois les départements menacés de mort par les logiques de concentration véhiculées par la doctrine libérale, qu'en faisons-nous ?** Nous contentons-nous de le gérer selon la règle du « c'est mieux que rien » en répercutant sur nos politiques publiques l'austérité voulue par le pouvoir libéral national et européen ? En se refusant d'allouer les moyens nécessaires pour assumer nos politiques dans un contexte où la pauvreté, la précarité, les difficultés de la vie progressent chaque année un peu plus comme tous les rapports qui se succèdent devant cette assemblée le démontrent ? ». Avant d'énoncer les coups de rabot déjà subis « **dont l'addition s'élève déjà à plus de 4 millions prélevés sur nos politiques publiques par la cure que vous leur imposez** ».

Rappelant que « **les Départements sont de nouveau sur la sellette. En effet les régions et les métropoles dont la connivence à cet égard saute aux yeux, se verraient bien se passer de nous** », il a estimé que « la meilleure réponse à apporter serait de renforcer l'utilité, la lisibilité, l'efficacité de nos politiques publiques à partir d'un constat simple : l'urgence sociale progresse et appelle par conséquent des moyens en progression, à la hauteur des enjeux et non pas des coups de rabot ».

Avant d'apporter la solution : « **Comment, vous allez de dire ? En révisant justement vos orientations et en mettant fin, par exemple, au choix, dogmatique, d'accélérer le désendettement de la collectivité en faisant fi du contexte que je viens de rappeler et des besoins à satisfaire** ».

Stéphane Barré a appelé chacun à méditer : « **Face aux 92 millions mobilisés en faveur de désendettement accéléré, mettez en perspective les 4 millions de coupes dans des budgets utiles que je vous ai énumérées à l'instant, ou encore les 5 millions supplémentaires, ce n'est ici qu'une estimation, qu'il faudrait mettre sur la table dans le secteur social pour répondre à l'accroissement des besoins** ».

Tout en rappelant que son groupe « n'est pas pour autant adepte de la dette », Stéphane Barré a estimé « que nous pouvons parfaitement rembourser nos emprunts sans un zèle excessif, sans nous mettre en danger et sans recourir à une austérité départementale sur nos services de première nécessité ».

Enfin, il a relevé une contradiction entre « l'excès prudentiel dont vous faites preuve en matière de fonctionnement » et « l'excès « imprudentiel » que vous appliquez aux investissements ». En cause, la contribution du Département « au mauvais projet de contournement Est de Rouen ». Explication : « Cela ne vous pose visiblement pas de problème de doubler, en un an, pour ce projet le montant du chèque départemental estimé à 22 millions ».

Le Président du groupe communiste du Front de Gauche a conclu en demandant, « **à ce stade des orientations** », que les seinomars « **ne soient pas la variable d'ajustement** », et donc « **de reconsidérer à la baisse les sommes mobilisées en faveur de l'accélération de notre désendettement pour allouer, à tous les secteurs qui le nécessitent, action sociale et éducation en tête, les moyens de répondre aux demandes et aux besoins exprimés par nos concitoyens. Car l'urgence sociale est sûrement plus importante à traiter que l'urgence à rembourser les banques.** »

Au cours du débat, ont également été signalées les menaces sur le financement des livres pour les collégiens, une charge qui pourrait bien revenir aux départements, ou la baisse de la part reversée aux départements sur la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) pour augmenter celle des régions.

Enfin, Stéphane Barré est revenu à la charge pour obtenir réponse à sa proposition de stopper le programme de désendettement accéléré, argumentant que le Département est actuellement en dessous des critères de gestion que semble vouloir imposer le gouvernement aux collectivités dans le cadre de la contractualisation. Le Président lui a alors indiqué que les taux des impôts ne seraient pas augmentés... Une manière de renvoyer cette question au débat sur le budget... le mois prochain.

**Prochaine Séance : le lundi 11 décembre 2017 consacrée notamment au budget 2018**

Retrouvez l'ensemble des interventions  
des élus communistes et Républicains :

sur le site de l'ADECRC 76

[www.elus76.com](http://www.elus76.com)

sur le blog des conseillers  
départementaux communistes et  
républicains / front de gauche

<http://departement.elus76.com>

Ou

Demandez-les au groupe  
communiste du Conseil départemental

**Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :**

Inscrivez vous auprès de : [sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

Pour ne plus le recevoir, désinscrivez vous auprès de :

[sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

**Pour contacter le Groupe Communiste et républicain,  
Front de Gauche :**

☎ 02.35.62.99.80